

Pouvoir d'emprunt

donc extrêmement important de donner aux gens des travaux utiles à exécuter pour leur permettre de participer à la relance de l'économie.

Quels seront nos plans à ce sujet à long terme? S'il devient impossible de créer plus d'emplois utiles, nous devrions peut-être comparer le nombre de travailleurs et le nombre d'emplois disponibles et faire certains rajustements. Depuis 100 ans, on le fait en abrégant les heures de travail. Il me semble qu'on a arrêté de le faire à un moment donné. Une semaine de 40 heures est peut-être raisonnable, mais on devrait peut-être l'abréger davantage ou trouver d'autres moyens d'atteindre le même objectif. Cela ne me semble ni raisonnable ni juste envers les Canadiens que la plus grande partie de la population travaillait huit heures par jour pendant 40 ans tandis qu'une minorité ne trouve jamais d'emploi. Travailler équivaut à faire partie de la nation; les deux notions sont intimement reliées. Nous devrions songer à partager le travail à long terme.

Cela ne veut pas nécessairement dire que les Canadiens seront moins bien rémunérés qu'auparavant. La productivité accrue que cela représenterait pourrait être distribuée autrement que sous forme monétaire. Les Canadiens pourraient peut-être travailler moins. C'est à des solutions de ce genre que nous devons songer à long terme. Il ne fait aucun doute que la technologie avance à grand pas et qu'il devient de plus en plus difficile de créer les emplois nécessaires, peu importe le taux de croissance économique.

Je signale pour terminer que les études que j'ai lues indiquent que nous avons un déficit à court terme et non structurel. Ce déficit est très important; il représente 8 ou 9 p. 100 de notre produit national brut, mais il ne se rapproche certainement pas des 25 p. 100 atteints pendant la guerre. Nous pourrions l'augmenter davantage si nous le faisons pour créer des emplois utiles dans l'immédiat. A long terme, nous devons songer à autre chose pour garantir que les habitants de Thunder Bay et de toutes les villes du Canada contribuent à rendre la nation prospère. Tous les Canadiens doivent partager cette prospérité et faire partie de la main-d'œuvre active. Ce n'est que juste.

M. le vice-président: Y a-t-il des questions?

M. Jarvis: Monsieur le Président, je voudrais demander quelque chose au député. Au début de son discours, je crois d'ailleurs que c'était dans sa première phrase, il a dit que nous étudions le 15^e ou 16^e bill présenté par le gouvernement pour demander un pouvoir d'emprunt. Je me suis intéressé à ces 15 ou 16 bills tout comme lui.

M. Cosgrove: Vos électeurs aussi.

M. Jarvis: Je n'ai pas besoin de l'aide du ministre d'État chargé des Finances (M. Cosgrove)...

M. Cosgrove: Je crois le contraire.

M. Jarvis: ... ni le pays d'ailleurs. Au cours de cette période, il est à noter que ces projets de loi d'emprunt faisaient

suite à un exposé financier ou suivaient d'assez près un budget. Le député sera d'accord là-dessus.

Il n'est certainement pas non plus sans savoir ce que l'ancien ministre des Finances a déclaré à ce sujet. J'étais en désaccord avec ce dernier sur presque tous les points, mais il a très bien décrit l'expérience que le député et moi-même avons vécue lors de l'étude de ces 15 ou 16 projets de loi d'emprunt. En comité, il a déclaré au comité:

Je ne demandais pas à la Chambre d'approuver un autre pouvoir d'emprunt sans qu'on lui fournisse des données détaillées sur la conjoncture et ses répercussions sur la situation financière du gouvernement.

Il a par la suite explicité sa pensée et énoncé des vérités qui, si elles ne sont pas des principes, sont absolument évidentes. Le député accepte-t-il facilement que, dans le cas de cette mesure, on s'écarte résolument de ce que nous avons connu lors de l'étude de ces 15 ou 16 projets de loi?

M. McRae: Monsieur le Président, je dois dire que notre situation économique actuelle me paraît précaire. Je suis dans l'incertitude et je suis persuadé qu'il en va de même du gouvernement. Nous traversons une période dont l'histoire ne nous offre probablement aucun exemple. Nous sommes dans une récession sans l'être; nous ne savons pas s'il s'agit d'une dépression ou d'autre chose. La plupart des théories courantes, keynésienne ou autres sur la politique monétaire ne marchent pas.

Je n'en suis pas certain, mais il me semble qu'à plusieurs reprises, les demandes de pouvoir d'emprunt que nous avons présentées ne faisaient pas suite immédiatement à des budgets. Je comprends le problème du député, mais il faut se mettre à la place du ministre des Finances (M. Lalonde). Il ne sait pas au juste—et ce, pour de bonnes raisons, selon moi—où nous en sommes à l'heure actuelle. Les statistiques relatives aux États-Unis et certaines statistiques pour le dernier trimestre que nous avons reçues cette semaine nous porteraient à croire que les choses s'améliorent et qu'il n'est donc pas nécessaire de stimuler grandement l'économie.

D'un autre côté, ce n'est pas la première fois que nous recevons des signes encourageants comme ceux-là. Aux États-Unis, la récession a commencé deux trimestres plus tôt que chez nous. Les Américains semblent maintenant en être sortis. Toutefois, Wall Street et les analystes des États-Unis n'en sont pas tout à fait certains. La fin de la récession au Canada a environ six mois de retard. C'est un phénomène naturel, étant donné les relations qui unissent les deux économies.

• (1440)

Le ministre fait preuve de sagesse en ne présentant pas de budget à une époque où nous ne connaissons pas au juste l'orientation que prendront les événements. Je défie les députés de l'autre côté de me dire si le Canada sort de la récession, s'y enfonce davantage ou reste stationnaire. La situation n'est pas claire. Le prochain budget devra contenir un effort important et je ne vois pas comment le ministre pourrait réellement faire son travail dans ce que j'appellerais une période de transition.